

Numéro 83 - 14 juin 2016

**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**  
**Opposons-nous à la participation du**  
**Canada aux préparatifs**  
**de guerre en Europe**



**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**

- **Opposons-nous à la participation du Canada aux préparatifs de guerre en Europe**
- **Examen et consultation inacceptables de la politique de défense du gouvernement**

---

**Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre**

**Opposons-nous à la participation du Canada aux**  
**préparatifs de guerre en Europe**

Des médias ont rapporté le 10 juin que le gouvernement libéral de Justin Trudeau envisage de déployer de façon permanente jusqu'à 1000 soldats canadiens en Europe de l'Est. Selon un article paru dans le *Ottawa Citizen*, l'OTAN a fait pression sur le Canada pour qu'il prenne cet engagement après que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne aient chacun promis un nombre équivalent de troupes.

L'OTAN veut établir « une nouvelle force en Europe » ciblant spécifiquement la Russie et a également demandé au Canada de mener une patrouille permanente dans les eaux européennes, de contribuer des avions de combat CF-18 dans le cadre de la mission de surveillance et de gestion de l'espace aérien des pays baltes appelée « Baltic Air Policing » et peut-être même d'envoyer une unité blindée de reconnaissance en Europe de l'Est. On a cité les commentaires d'un « haut diplomate de l'OTAN » à l'effet que « d'autres alliés européens sont déjà déployés au maximum en raison des opérations en Afrique, en Afghanistan ou chez eux, ce qui explique pourquoi nous nous tournons vers le Canada ».



Un porte-parole du ministre de la Défense Harjit Sajjan a déclaré aux médias : « En tant qu'allié engagé au sein de l'OTAN, le Canada examine activement des options pour contribuer efficacement au renforcement de la capacité de l'OTAN. » Selon *The Citizen*, le Canada prendra sa décision avant le Sommet du 8 et 9 juillet 2016 de l'OTAN, à Varsovie, en Pologne. Le premier ministre Trudeau participera au sommet de même que d'autres dirigeants des États membres de l'OTAN. Le sommet devrait annoncer l'intensification des préparatifs de guerre de l'OTAN et de son renforcement militaire en Europe de l'Est avec cette nouvelle force terrestre.

Après une rencontre avec le premier ministre Trudeau à Ottawa le 10 mai, le président polonais Andrzej Duda a dit : « Trudeau a confirmé qu'il ferait une déclaration au sommet qui mettra l'accent sur le besoin de renforcer le flanc oriental de l'OTAN et d'une action conjointe au sein de l'OTAN à cet égard et sur l'importance de l'unité de l'Alliance à Varsovie afin que tous les alliés réagissent ensemble face à la nouvelle menace qui vient de l'Est. »

### **L'exercice militaire Anakonda-16 en Pologne**



Le plus grand exercice de guerre de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide, l'exercice « Anakonda-2016 », se tient du 7 au 17 juin, mobilisant 31 000 troupes au sol provenant de 19

membres de l'OTAN et de six États « partenaires » dont l'Ukraine, dans le cadre du « partenariat pour la paix » de l'OTAN. Au moins 220 soldats canadiens y participent avec les forces armées des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, ainsi que de l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la Finlande, la Géorgie, la Hongrie, le Kosovo, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, la Suède et la Turquie. Les exercices, dit-on, vont simuler une action de « défense » contre une « incursion russe venant de l'Est ».

Le commandant général de l'armée américaine en Europe Ben Hodges a dit que Anakonda est « l'exercice principal » de 2016. Il a dit que le « point clé pour dissuader la Russie » est « une réponse rapide » et « l'accumulation de matériel militaire dans des endroits stratégiques ». Le général polonais Slawomir Wojciechowski a dit qu'il s'agit « du premier exercice depuis 1989 mobilisant des troupes américaines et leurs alliés à une si grande échelle ». Les exercices au sol comprennent quatre éléments qui sont distincts mais se chevauchent : les tirs réels, le poste de commandement, la formation sur le terrain et les exercices de guerre électronique et cybernétique.

Près de la moitié des soldats participants proviennent des États-Unis et 1000 viennent du Royaume-Uni. Cent cinq avions de l'OTAN et 49 navires de guerre mènent des exercices simultanés dans la mer Baltique. Des forces spéciales et des unités de renseignement y prennent également part. L'armée américaine en Europe a annoncé que ses activités de formation au cours d'Anakonda-2016 comprennent « des opérations aéroportées et des assauts aériens multinationaux, des opérations de défense aérienne, des opérations-relais et de nombreuses autres activités de formation ». Les unités américaines participantes proviennent de diverses bases en Allemagne, en Italie et aux États-Unis. On a dit que les exercices sont « dirigés par la Pologne » pour masquer le rôle principal des États-Unis dans l'accroissement de la puissance militaire et les préparatifs de guerre le long des frontières de la Russie. *The Guardian* a mentionné que « pour la première fois depuis l'invasion nazie de [la Pologne] qui a débuté le 22 juin 1941, les chars allemands vont traverser le pays d'ouest en est. »

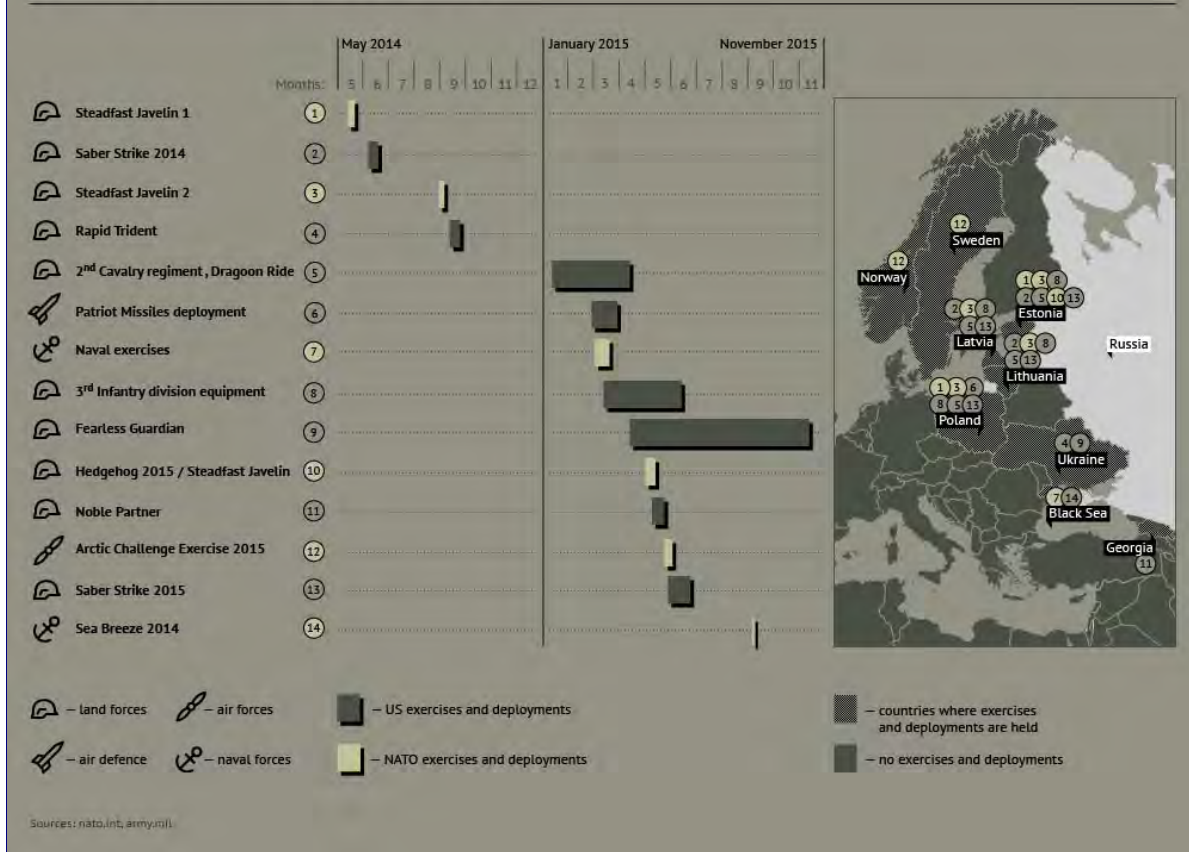
### **La participation de l'Ukraine**

Les médias ukrainiens ont rapporté en avril que la Pologne « a insisté » pour que l'Ukraine soit incluse mais que l'Allemagne s'y est « fermement opposée ». Selon les dépêches citant des généraux polonais, l'Allemagne s'est également opposée à l'utilisation de ses routes pour le mouvement des troupes américaines se rendant aux exercices. Le 29 avril, l'ambassade des États-Unis en Pologne a publié une déclaration dans laquelle elle déclare que « les autorités allemandes n'ont pas rejeté les demandes de transport de l'armée des États-Unis en ce qui concerne le mouvement des troupes américaines et de l'équipement à travers l'Allemagne vers la Pologne pour les exercices Anakonda-16 ». Les États-Unis et l'Allemagne « continuent de coordonner le mouvement des troupes américaines le long des autoroutes allemandes, conformément à l'Accord américano-allemand sur le statut des forces », lit-on dans le communiqué.

Le ministère ukrainien de la Défense a annoncé le 29 avril que ses soldats prendront part à l'exercice Anakonda, ainsi qu'à neuf autres grands exercices militaires prévus cette année avec les pays de l'OTAN. Ceux-ci comprennent les exercices américano-ukrainiens Rapid Trident 2016 et Maple Arch 2016 organisés par le « Centre international pour le maintien de la paix et de la sécurité » (IPSC) dans l'ouest de l'Ukraine et l'exercice américano-ukrainien Sea Breeze 2016 mobilisant plus de 12 500 soldats ukrainiens. Le département de la Défense des États-Unis a annoncé en février 2016 qu'il maintiendra une présence militaire permanente à l'IPSC jusqu'en 2020. Plus de 200 membres des Forces armées canadiennes qui participent à la mission des États-Unis pour former les milices ukrainiennes sont également basés à l'IPSC.



# NATO exercises and deployments near Russia since 2014



Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

## Le plus grand transfert américain de munitions en Europe en dix ans

L'armée américaine a annoncé en février qu'elle « a transporté plus de 5000 tonnes de munitions du port de Nordenham vers le dépôt de munitions du Centre européen de soutien logistique des opérations, à Miesau ». Il s'agit « du plus grand transfert en 10 ans vers l'Europe de munitions provenant des États-Unis », a déclaré l'armée. Le transport s'est effectué dans 415 conteneurs d'expédition et ceux-ci seront mis à la disposition de l'exercice Anakonda. L'armée américaine a annoncé que l'augmentation des réserves de munitions en Europe « signifie que les forces américaines et de l'OTAN peuvent accéder rapidement à des munitions en appui aux opérations à court préavis de l'OTAN et aux autres efforts multinationaux visant à maintenir une alliance forte ».

## Le besoin urgent de sortir le Canada de l'OTAN

Le soutien des libéraux de Trudeau aux préparatifs de guerre des impérialistes américains en Europe engage encore plus le Canada sur la voie dangereuse que suivent les cercles dirigeants américains et leur alliance de l'OTAN. C'est la voie de la militarisation, des frappes préventives, des guerres d'agression et d'occupation à l'étranger, et du fascisme sur le front intérieur. La méthode des impérialistes américains est de créer des « faits sur le terrain », que ce soit les « armes de destruction massive » ou la nouvelle expression à la mode « l'agression russe », et de les utiliser pour justifier l'agression et amener l'humanité plus près d'une autre guerre mondiale.

L'agressivité croissante du « dispositif oriental » de l'OTAN, le prochain Sommet de Varsovie en juillet et les attentes que le Canada va « jouer son rôle » et augmenter considérablement sa présence militaire en Europe posent de graves dangers pour les peuples du Canada et du monde. Ils montrent que sortir le Canada de l'OTAN et établir un gouvernement antiguerre n'est pas une simple politique mais une question de principe et une nécessité urgente afin de protéger la vie et l'avenir des peuples.



Le Canada ne doit pas participer aux préparatifs de guerre des impérialistes américains et doit aussi défendre sa souveraineté d'une manière réelle. Cela signifie ne pas permettre aux impérialistes américains d'exercer le commandement et le contrôle de l'espace aérien, des eaux territoriales et du sol canadiens et des actifs militaires et gouvernementaux du Canada. Cela signifie rapatrier tous les soldats, navires et équipements canadiens des territoires étrangers. Plus important encore, cela signifie que la classe ouvrière canadienne et le peuple doivent se préparer à mettre en place un gouvernement antiguerre pour faire entendre leur position en faveur de la paix à l'échelle internationale et prévenir que des tragédies et des crimes soient commis en leur nom.

*(Photos/graphiques : LML, Sputnik)*



---

## **Examen et consultation inacceptables de la politique de défense du gouvernement**

Le ministère de la Défense nationale a lancé le 6 avril un examen de la politique de défense comprenant des consultations qui se poursuivront jusqu'au 31 juillet. Un groupe consultatif ministériel composé de quatre membres a été créé pour mener l'examen, composé de l'ancienne juge à la Cour suprême Louise Harbour, l'ancien ministre des Affaires étrangères Bill Graham, l'ancien président du comité militaire de l'OTAN Raymond Henault et l'ancienne sous-secrétaire du Cabinet (sécurité et renseignement) Margaret Purdy.

Le ministère de la Défense nationale dit organiser l'examen parce que « le contexte stratégique dans lequel opèrent les Forces armées canadiennes (FAC) a évolué au cours de la dernière décennie, d'une manière très importante à certains égards. Le Canada fait face à un éventail de nouveaux défis : montée du terrorisme dans les zones non gouvernées, utilisation accrue de tactiques hybrides en situation de conflit et nouvelles possibilités et vulnérabilités associées au domaine spatial et au cyberspace ».

Le gouvernement libéral de Justin Trudeau poursuit le modèle établi par l'examen de la politique étrangère canadienne par les Libéraux de Jean Chrétien en 1994/95, selon lequel les questions fondamentales ne font pas partie de l'examen. Un document a été publié au lancement de l'examen avec une introduction par le ministre de la Défense Harjit Sajjan qui établit les « thèmes qui devraient être à la base de l'examen ». Ces thèmes sont: « renouveler l'engagement du Canada à l'égard des opérations de paix des Nations Unies, maintenir des engagements fermes à l'égard du NORAD et de l'OTAN, renouveler l'importance accordée à la surveillance et au contrôle du territoire canadien et de ses approches, plus particulièrement dans l'Arctique, faire en sorte que nos

hommes et femmes militaires disposent de l'équipement et du soutien dont ils ont besoin, et assurer un lien étroit entre la politique de défense, la politique étrangère et la sécurité nationale ».

Six tables rondes d'« intervenants » se tiennent avec des « spécialistes de la défense et d'autres intervenants ». Quatre ont eu lieu jusqu'à maintenant à Vancouver (27 avril), Toronto (20 mai), Yellowknife (24 mai) et Edmonton (4 juin). Les prochaines tables rondes auront lieu à Montréal et Halifax. Les « intervenants » en question ont été jusqu'ici principalement d'anciens diplomates, des représentants des monopoles de l'armement, des universitaires, d'anciennes personnalités militaires et des membres de groupes de réflexion.

Les États-Unis et d'autres pays participeront à l'examen par des rencontres bilatérales et multilatérales. À cet égard, le ministère de la Défense nationale a rapporté le 13 mai qu'une visite du ministre de la Défense Harjit Sajjan à Washington pour rencontrer des « hauts fonctionnaires à la Colline du Capitole » a permis d'aborder « un grand éventail d'enjeux actuellement à l'étude dans le cadre de l'Examen en cours de la politique de la défense du Canada, incluant le partenariat de longue date en matière de défense entre le Canada et les États-Unis, par l'entremise du NORAD, comme alliée de l'OTAN, et comme partenaire dans la coalition mondiale pour contrer le groupe armé État Islamique (EI) ».



Sajjan a été cité dans un communiqué de presse officiel : « Mes réunions à Washington ont été très productives et informatives alors que le Canada étudie de nombreux enjeux importants dans le cadre de l'Examen en cours de la politique de défense. Parmi ceux-ci, le travail continu avec notre plus important partenaire en matière de défense dans le but de renforcer la défense du continent, et le travail que nous effectuons ensemble pour aborder de plus grands défis en matière de sécurité, alors qu'ils se présenteront partout dans le monde. »

Les Canadiens sont invités à visiter le site Web de consultation et compléter un des six documents de travail électronique, chacun ayant son propre forum de discussion. Le site Web est intitulé « À vous la parole ! Examen de la politique de défense » et publicise le mot-clic #ConsultationsDéfense. Les consultations en ligne sont gérées de manière privée par la société française d'études de marché Ipsos par le biais de sa division des consultations.

Les usagers peuvent créer un compte sur le forum pour publier des commentaires et des réponses à des thèmes prédéfinis, qui peuvent recevoir des « pouces levés » ou des « pouces baissés ». Les documents de travail électronique consistent en des questions à choix multiples et dans certains cas, de formulaires de commentaires. Selon les chiffres publiés pour les forums de discussion, la question la plus populaire avait reçu, au 11 juin, moins de 3000 visiteurs et environ 400 commentaires. Les autres reçoivent beaucoup moins de réponses.

La consultation en ligne et le document public de consultation sont divisés en six catégories : Approche du Canada en matière de Défense ; Le contexte de la sécurité ; Défense du Canada et de l'Amérique du Nord ; Contribution à la paix et sécurité internationale ; Les capacités de défense et la force de l'avenir et Le budget de la défense.



Le site Web de l'examen de la politique de défense invite aussi les Canadiens à tenir leur propre séance de consultation, utilisant la trousse de consultation du gouvernement consistant en un PDF « Présentation Défense 101 », un fichier PowerPoint, un Guide à l'intention des modérateurs et des modèles de communiqués. Ces événements peuvent être soumis à la Défense nationale et peuvent être inclus sur son site Web mais le gouvernement ne dit pas quel critère va déterminer si des événements de consultations sont acceptables ou publiés sur le site Web.

Il y a eu au total huit événements de consultation depuis le lancement de la consultation en avril 2016. Quatre ont été tenus par les parlementaires; un événement privé a été tenu par l'Institut de la Conférence des Associations de la Défense; un événement a été tenu par le Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), un groupe de réflexion britannique sur la défense et la sécurité; un événement privé a été tenu par le Western Canadian Defence Industries Association (WCDIA); un a été tenu par l'École nationale d'administration publique à Montréal et un événement semble avoir été organisé par un membre du public à Vancouver.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**